Conflits familiaux dans la robe parisienne aux XVI^e et XVII^e siècles : les paradoxes de la transmission du statut

Robert Descimon

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ch/399>

DOI : 10.4000/ch.399

ISSN : 1777-5264

Éditeur

Comité historique du Centre-Est

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2000

ISSN : 0008-008X

Référence électronique

Robert Descimon, « Conflits familiaux dans la robe parisienne aux XVI^e et XVII^e siècles : les paradoxes de la transmission du statut », *Cahiers d'histoire* [En ligne], 45-4 | 2000, mis en ligne le 13 mai 2009, consulté le 07 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ch/399> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ch.399>

Ce document a été généré automatiquement le 7 septembre 2020.

© Tous droits réservés

Conflits familiaux dans la robe parisienne aux XVI^e et XVII^e siècles : les paradoxes de la transmission du statut

Robert Descimon

- ¹ Une problématique qui lie les conflits familiaux et les conditions de la reproduction sociale dans un lieu et un moment historiquement déterminés a été récemment présentée par Rudolf Braun : la conservation d'une position sociale est assimilée à la préservation de droits, matériels, culturels et symboliques qu'il s'agit de transmettre d'une génération à l'autre ¹. La portée du travail de R. Braun tient à son insistance sur les caractères contraignants des pratiques régulatrices, familiales en particulier, par lesquelles opère le "mode de reproduction" (P. Bourdieu). La domination sociale a des règles et un coût. Il est inutile de rappeler qu'elle a surtout ses privilèges et que tout l'art de dominer consiste à reporter le poids de la domination sur les dominés, mais là n'est pas la question qu'entend soulever le présent article dont le propos est bien évidemment très limité. En raison de la relative originalité de son statut au sein des trois ordres de "l'imaginaire du féodalisme" ², la robe offre un terrain d'observation plein de promesses. Trois cas seront développés, l'un longuement, les deux autres brièvement, dans ces quelques pages, mais ils pourraient permettre de s'interroger sur les formes propres de la reproduction de la domination robe dans ses dimensions matérielles, anthropologiques et juridiques. La robe fondait sa spécificité sur la possession d'offices publics, "casuels", mais considérés comme des immeubles fictifs, dépourvus d'assises matérielles autres que... les lettres de provision ³. Ce détachement de toute inscription territoriale constitue un cas d'école, dans la mesure où la transmission y est déconnectée d'une "pratique de l'espace" ⁴. Toutefois, dans les fortunes des officiers, l'office anoblissant, qui pouvait toujours recevoir une traduction en valeur monétaire, allait rarement sans fiefs et autres biens fonciers qui en étaient, avec les rentes constituées, les compléments nécessaires et ramenaient les familles à la logique traditionnelle de l'enracinement. Il n'en reste pas moins qu'à partir du règne de

Louis XIV du moins, la définition spécifique de la magistrature comme "noblesse de robe" transmissible reposait sur l'exercice durant deux générations au moins de charges dans les cours souveraines (anoblissement graduel) ⁵. Mais ces petites dynasties ne se constituaient pas sur la même charge en règle générale, elles en achetaient une nouvelle à chaque génération. Tout le système faisait reposer l'acquisition des statuts sur un usage général du crédit, car les officiers empruntaient aussi bien pour acheter les offices des fils que pour doter les filles. La communauté des biens entre époux, structure d'accumulation plus que de transmission, mesurait sa réussite à la maîtrise de son endettement dans l'échange généralisé des femmes, des charges, des seigneuries et des rentes. Un régime aussi déséquilibré dans son dynamisme était gros de conflits de tous ordres.

- 2 Le champ plus ou moins lamentable des querelles qui secouaient certaines familles de magistrats à la fin des guerres de Religion, quand se mettait en place l'idéologie conservatoire et conservatrice du "parfait magistrat chrétien" ⁶, permet d'évoquer quelques-uns des problèmes et des paradoxes inhérents à la transmission de la domination sociale telle que la produisait la robe parisienne.

Échec à l'aîné : les Texier des années 1580 aux années 1650

- 3 En 1580, un scandale privé secoua la famille Texier, qui avait accédé à la robe parisienne, grâce à Jean Texier, conseiller en 1543, puis président des enquêtes en 1558. Il décéda le 12 mai 1579. Jean Texier, fils d'un autre Jean Texier, docteur en droit, lieutenant particulier au bailliage d'Orléans, célèbre professeur à l'université, avait, en 1543, épousé Gabrielle Coutel, fille de Jean, maître des requêtes de l'Hôtel ⁷, dont il avait eu une fille Madeleine, qui se maria avec Guillaume de Villemontée, contrôleur général des rentes de la ville de Paris ⁸. En secondes noces, Jean Texier convola avec Marguerite Dupré, fille d'un conseiller au Grand Conseil ⁹. Ils eurent beaucoup d'enfants, surtout des garçons et une fille Cécile, — une autre fille, Catherine, était religieuse à Chelles. Le parcours est assez classique, marqué par l'importance de la culture juridique. Le président Jean Texier était un magistrat érudit et respecté, auquel Jean Bodin dédia en 1566 sa *Methodus ad facilem historiarum cognitionem*. En 1579, Marguerite Dupré délivra à Nicolas, conseiller au parlement depuis 1574, "tous les livres, tant grecs, latins, italiens et français" ¹⁰ que le président Jean Texier lui avait légués "a la charge que sondit fils seroit tenu les garder et en faire son profit en son état de conseiller et autres charges auxquelles il pouroit être employé", en payant, "pour oter tout mécontentement a ses autres enfans", 100 écus "a quoy il estime tous sesdits livres" ¹¹.
- 4 Mais la discorde s'était installée entre la mère et le fils aîné. Ce dernier accusait sa sœur Cécile et son beau-frère, le conseiller Pierre Bouguier ¹², de semer entre eux la zizanie. Nicolas s'était marié par contrat du 10 novembre 1579 avec Marguerite de Popincourt, qui appartenait à une famille de seigneurs du Vexin issue du lignage du premier président Jean I de Popaincourt, sous Charles VI, et de son neveu, le président Jean II de Popaincourt, sous Louis XI. L'union est de peu postérieure à la mort du père et Nicolas Texier soutient s'être marié suivant la volonté et "commandement tres expres" de sa mère, "en tel lieu que lad. damoiselle a voulu". En effet, il ne désirait pas entrer dans cette union "prevoiant combien il luy seroit difficile de tenir ung train et estat raisonnable et convenable pour luy et sa femme et tenyr maison, ne recevant tant de

biens en mariage comme il eust pu faire ailleurs". Les conventions matrimoniales confirment le sentiment du marié qui, semble-t-il, aurait préféré trouver un parti dans la robe : la mère de la future lui donnait 2000 écus en argent comptant qui entraient en communauté, ce qui n'était pas beaucoup à l'époque pour les magistrats du parlement. En outre, ne pouvant pas payer cette somme, elle avait cédé à la place l'usufruit des trois quarts de la seigneurie de Cernay à Ermont, dans la vallée de Montmorency. Marguerite de Popincourt apportait en propres la part lui revenant dans les seigneuries que son feu père avait lui-même possédées en propres et les revenus provenant d'une seigneurie qui avait été attribuée aux Popincourt par un récent arrêt du parlement contre le marquis de Nesle. Quoiqu'elle ait eu un frère, Christophe, dont elle fut plus tard tutrice, l'apport de Marguerite de Popincourt était important, mais il était immobilisé dans des terres dont le revenu était soumis à tous les aléas. On peut s'interroger sur les visées qu'avait poursuivies la mère en poussant ainsi son fils à prendre un parti peu avantageux et hors de la robe¹³. La terre et la noblesse (l'acte de mariage ne décorait pourtant pas le défunt François, père de la mariée, du titre d'"écuyer") étaient peut-être pour elle des points de référence sociale plus attrayants que la magistrature. Nicolas Texier n'était nullement démuné : outre son office, il portait le titre de seigneur de Grand Arvilliers en Beauce (près de Pithiviers) qui venait de son père ; sa mère lui donnait en avance d'hoirie 166 écus 2/3 de rente au denier 12 (soit un capital de 6 000 livres tournois) sur particuliers. Mais les liquidités menaçaient manifestement de manquer, et Marguerite Dupré ne promettait pas vraiment de loger le couple, mais de lui louer au rabais une partie de sa maison (pour 16 écus 2/3 par an) et de les nourrir avec leurs enfants, mais sans leur train, pour une valeur de 166 écus 2/3.

- 5 S'il ne voulait pas se marier, Nicolas Texier, fils aîné, prétendait endosser l'habit de chef de famille après le décès du père, ce à quoi s'opposaient l'installation de Bouguier dans la maison de la rue Barre du Bec et sa volonté de "s'impatroniser de la mere, des enfans et de leur bien au prejudice dud. Texier, auquel, Dieu ayant donné le moyen de conduire les affaires de lad. damoiselle, sa mere, et de gouverner ses freres, qui sont en bas aage, est fait par ce moyen tout deshonneur et scandalle". La vie domestique devint orageuse. Le mariage arrangé n'avait pas produit une mésentente entre époux : Marguerite de Popincourt était enceinte et le couple s'entendait fort bien pour faire la guerre à la mère. Marguerite Dupré cite les injures dont l'auraient accablée son fils, sa belle-fille et leur servante : ivrognesse et sac à vin, sorcière et vieille bête, mais surtout, "premiere folle de sa race", remarquable injure filiale, pendant de l'injure patriarcale bien connue "fils d'idiot". Des violences physiques sont évoquées par la mère, dont les allégations sont vraies ou fausses ou exagérées (la dernière injure relève cependant de la catégorie des choses qui ne s'inventent pas). Nicolas Texier protestait que Bouguier et sa femme tenaient "en leurs lacqs" et "posseder" leur mère à laquelle ils "ont imprimé tout ce qu'ilz ont voulu contre led. Texier" ; pour sa part, il obéissait "aux commandemens tres expres qu'il a souventes foyz receuz de feu monsieur son pere de conserver le plus qu'il pourra l'honneur de sa maison et famille" et priait sa mère "vouloir oublier tout ce qui est cydevant passé entre eulx, l'assurant qu'il luy sera a jamais tres obeissant filz ayant tousjours devant les yeulx le commandement de Dieu qui est d'honorer lad. damoiselle, sa mere"¹⁴. L'idéologie patriarcale recoupe chez Nicolas Texier une volonté d'éviter "d'entrer en proces et manifester leurs dissensions pour estre mis en la bouche de tous". La sphère privée ne répond donc pas aux mêmes exigences que la sphère publique où le jeune magistrat (il avait quand même

vraisemblablement plus de trente ans) se flattait d'avoir reçu de Dieu "quelque moyen d'y mettre ordre" [aux affaires de famille]. Un trait intéressant des plaintes de Nicolas Texier concerne ses frères cadets, dans l'éducation desquels il revendiquait une responsabilité, accusant Bouguier et Cécile Texier de les maintenir à la maison et de leur faire "perdre leur temps" (il pense sans doute qu'ils devraient aller à l'université), point de vue que contredit la mère, qui jugeait peut-être que le statut social ne passait pas ou plus par le savoir académique.

- 6 Marguerite Dupré avait organisé la riposte. Afin de "faire paroistre la bonne amytié maternelle qu'elle leur porte, pour le grand desir qu'elle a de leur conserver led. bien, a ce que cy apres aucune personne n'en puisse avoir ne tenir d'elle aucune chose", Marguerite Dupré avait entrepris de donner ses biens à ses autres enfants, à la suscitation, selon Nicolas Texier, de Pierre Bouguier et de Cécile Texier. Les bénéficiaires, outre cette dernière, étaient les frères cadets de Nicolas, Jean, Michel et Germain. Leur mère leur donnait à chacun 5 000 écus sur tous ses biens, acquêts et propres, et privait de fait son fils aîné des espérances qu'il avait sur la succession maternelle estimée à 60 000 livres. Cette donation était tout à fait inofficiuse pour Nicolas Texier qui, à son mariage, n'avait reçu que 6 000 livres en avance d'hoirie, soit exactement sa légitime que la nouvelle coutume de 1580 fixait à la moitié d'une part *ab intestat* (60 000 livres divisées par 5, divisées par 2). Marguerite Dupré ne laissait donc rien au hasard et prenait soin de convertir sa fortune en argent pour couper court à toutes les arguties qu'aurait pu faire naître la considération de la nature particulière de ces biens, en particulier le droit d'aînesse¹⁵. Les parties s'entendirent pour désigner comme arbitres, le président à mortier Bernard Prévost, leur parent, l'avocat général Augustin de Thou et le procureur général Jean de La Guesle, leurs amis. L'accord amiable échoua et l'affaire fut réglée par un arrêt du parlement du 4 janvier 1581 qui rétablit Nicolas dans ses droits, au moins en partie. Car Marguerite Dupré vendit ses biens et plaçait l'argent à rente sous le nom de Pierre Bouguier ou de Cécile Texier¹⁶.
- 7 L'exhérédation ratée de Nicolas Texier revenait à réserver les biens maternels aux cadets, tandis que l'aîné assurait son statut sur les biens paternels, selon un schéma qui longtemps ne suscitait pas, dans la noblesse terrienne, de contestations particulières¹⁷. Conflits de cohabitation (belle-mère et belle-fille, frère et beau-frère) concernant la famille en tant que groupe domestique, conflits d'alliance et de générations (mère et fils aîné qui voudrait bien tenir la place de chef de famille), conflits d'âge (aîné contre cadets, le rapprochement entre la fille du premier lit et l'aîné du second lit est significatif) et conflits de genres (frère contre sœur), qui concernent la transmission au sein de la "maison", mais aussi l'autorité, trouvent une illustration frappante dans cette affaire dont les développements échappèrent aux protagonistes.
- 8 Marguerite Dupré pourvut à l'établissement de son fils cadet, Germain, en lui achetant une charge de maître des Comptes pour 10 000 écus¹⁸. Il restait à marier ce fils préféré, ce qui fut fait durant l'été 1588 avec Madeleine Larcher, fille du défunt conseiller au parlement Michel Larcher et de Madeleine Barillon. Son frère Michel Texier, sieur d'Allainville (puis de Marigny), assistait le marié. Cécile, épouse de Pierre Bouguier, et Jean Texier étaient morts sans descendance. Nicolas ne figurait pas au nombre des témoins. Germain Texier recevait pour la dot de sa femme 10 000 écus, soit la même somme que valait son office et, "partant", il constituait à la future un douaire de 277 écus 46 sols 8 deniers de rente, augmenté à 333 écus 1/3, s'il n'y avait pas d'enfant survivant. Pour l'assurance du douaire, Marguerite Dupré obligeait tous ses biens, avec

son fils "ung seul et pour le tout", "sans y comprendre neantmoins ny obliger la part et portion que pourroit pretendre son filz aîné, tant dans la succession de son pere ja escheue que d'elle, sa mere, a escheoir, ny prejudicier en façon que ce soit a la part et portion susdite". Cette précaution n'empêcha pas l'intervention de Nicolas Texier qui provoqua un arrêt du parlement du 24 septembre 1588 : les conventions matrimoniales de Germain Texier étaient entérinées, mais "a la charge neantmoins que le tiers qui pourra escheoir et appartenir aud me Nicolas Texier par le decedz de damoiselle Marguerite Dupré, sa mere, tant en biens qu'elle a de present que ceulx qu'elle aura lors de son decedz, ne sera aucunement tenu, chargé, obligé et hypothéqué aux promesses, conventions, obligations de lad Dupré contenues audict contract de mariage et sans que pour l'aprehension qu'il pourra faire dudict tiers comme heritier d'icelle Dupré, il en puisse personnellement ny hipotecquairement estre tenu ny responsable en aucune maniere, ains luy demeurera ledict tiers franc, exempt et deschargé desdictes conventions matrimoniales". L'arrêt devait être transcrit au bas du contrat de mariage¹⁹. On remarquera l'importance de la question de la garantie du douaire qui conditionne les ambitions matrimoniales des garçons. En fin de compte, Nicolas Texier avait obtenu l'assurance d'un partage égal de la succession maternelle, puisqu'il n'y avait plus que trois héritiers à l'époque du dernier arrêt, sans qu'il fût d'ailleurs question de son droit d'aînesse.

- 9 Il y a un certain intérêt à suivre le devenir des deux branches ennemies de la famille Texier au XVII^e siècle. Alors que Germain, le maître des Comptes, était parti à Tours, Nicolas Texier mourut à Paris le 15 novembre 1590, dans la période la plus tragique de la Ligue, après le siège. Il résigna son office, mais sa veuve ne put en tirer qu'une rente de 166 écus 2/3 valant 6 000 livres²⁰. Ses affaires étaient mal en point, cependant son intérieur ne trahit pas une gêne particulière²¹. Au contraire, à la mort de Marguerite de Popincourt, en 1603, un certain dénuement avait gagné le foyer²². Leur fils unique, né en 1582 ou 1583, n'accéda pas à la robe des cours souveraines. Il tint quelque temps le prestigieux office de grand maître des Eaux et Forêts au département de Champagne²³, mais la majeure partie de sa vie se passa comme "écuyer, sieur de Cernay". On peut, si l'on veut, considérer qu'il était "noble" puisque son grand-père avait siégé 37 ans au parlement et que son père était mort en charge après 16 ans de magistrature. Il n'en connut pas moins une existence difficile qui ne l'empêcha pas de reprendre avec fidélité la querelle de ses parents. La guerre familiale ne s'arrêta pas de quarante ans. En décembre 1595, l'autorité judiciaire fit procéder à la prisée des biens de Beauce, régie par la coutume d'Orléans. Mais le partage échoua parce que Marguerite de Popincourt, puis François Texier, refusèrent de choisir la part que devait prendre en premier le fils aîné. En 1625, "considerant le grand nombre et multitude de proces meuz entre lesd partyes a ce subject depuis jugez par arrest de la cour, lesd sieurs comparans, pour eviter a la totalle ruine de tous lesd biens et perte des droictz seigneuriaux et autres deppendances desd biens", se résolurent à traiter sur l'initiative de Germain Texier. La fille du premier lit, Madeleine Texier, veuve de Guillaume de Villemontée, vivait encore. Michel Texier, sieur de Marigny, était toujours considéré comme héritier, mais ses frères ne savaient pas ce qu'il était devenu et même s'il était encore de leur monde. Sa part fut réservée et le cas prévu qu'il n'agrée pas le partage. Ce destin mal documenté d'un "écuyer seigneur" auquel sa mère n'avait apparemment pas donné l'éducation qui lui aurait permis de prendre un "état" n'est pas le moindre mystère de la saga des Texier.

- 10 Réalisé de la main de Germain Texier en 1621, un extrait de la prisée de 1595 servait, trente ans après, de base au partage de 1625. La totalité des biens beaucerons, estimée par une opération drastique de réduction de la "dignité féodale" à la valeur monétaire, montait à 5 852 écus 14 sols 4 deniers. Mais les parties s'accordaient à diminuer de 1 500 livres tournois la terre principale, Grand Arvilliers (au sud de Pithiviers), dure conséquence d'un demi-siècle d'indivision et de procès. Cette seigneurie et son manoir, estimé 400 écus seulement en 1595, sans doute en raison de son mauvais état, avaient été tout l'enjeu du conflit, ce que suggère encore la rature d'une réserve que prétendait toujours faire François Texier, qui avait, comme son père, porté le titre de seigneur de Grand Arvilliers. C'est à Germain, le maître des Comptes, que ces terres qui "ne se peuvent commodement diviser" revenaient moyennant le paiement d'une soulte à son neveu. Cependant la coutume d'Orléans, très favorable à l'aînesse en matière féodale, avait réservé à François Texier 8 433 livres, auxquelles s'ajoutaient les 2 225 livres 19 sols de la part que Madeleine Texier lui avait cédée. Germain et Michel ne recevaient pour leur lot respectif que 3 448 livres 18 sols 4 deniers chacun. L'enjeu économique apparaît d'une déconcertante minceur. Mais, au jeu de l'honneur féodal, c'était le plus riche, et aussi le plus raisonnable — Germain Texier, l'ancien fils préféré —, qui avait fini par l'emporter ²⁴.
- 11 Le mariage de François Texier avec Louise Lemercier, fille unique d'un financier ruiné, Joseph Lemercier, trésorier des réparations et fortifications de Champagne, et de Louise Pelloquin, lui apporta quelques biens et beaucoup d'ennuis ²⁵. On l'observe souvent allant chez le notaire pour aliéner ses possessions et il dut même vendre en 1623 pour 36 000 livres la maison de ses parents rue Barre du Bec ²⁶. Le couple n'eut pas de descendance. Les préférences de François Texier se tournaient vers sa famille maternelle ²⁷. Un testament qu'il dicta le 7 mai 1644, faisait de sa cousine Anne de Popincourt sa légataire universelle. Mais un codicille du 8 mai révoquait cette disposition. Il précisait seulement qu'il entendait que les sœurs Charlotte et Léonor de Popincourt n'eussent rien de sa succession, "attendu leurs mauvais deportements et desobeissance qu'elles ont faictes audit sieur de Cernay". Des Texier, il n'était pas question, mais le codicille les rétablissait de fait dans leur qualité d'héritiers ²⁸. Il est cependant notable que le testament de François Texier, en 1644, ait témoigné d'une conscience patrilinéaire, car il demandait à être enterré à Sainte-Croix de la Bretonnerie "ou sont inhumez ses predecesseurs". C'était le lieu de sépulture du maître des requêtes Jean Coutel qui avait fait la fortune de Jean II Texier en le prenant pour gendre en 1543. On retiendra le terme de "prédécesseurs", qui s'oppose à héritiers et revendique, non pas une succession matérielle sur des domaines, mais une appartenance familiale créatrice de "dignité", dont les sépultures sont un des symboles privilégiés ²⁹. Ce furent ses cousins Texier qui requirent, en 1652, l'inventaire de François Texier, mais ils abandonnèrent leurs droits à Charlotte de Popincourt (et à son mari Barnabé Lebel, secrétaire de la chambre du roi), qui paraît la seule héritière survivante du côté maternel. L'inventaire de ses biens montre François Texier enfoui sous une masse de papiers de peu de valeur ayant trait à l'exploitation des terres qui lui venaient de sa mère. Il appartenait au monde des débiteurs.
- 12 Quel contraste avec son neveu Germain II Texier qui mourut quelques mois avant lui avec en portefeuille une quantité énorme de titres de rente ! Il appartenait au monde des créanciers. Cette fortune avait été accumulée par le maître des Comptes Germain I Texier, dont nous avons vu l'opulent mariage. La branche cadette s'était installée sans

état d'âme dans la bonne robe parisienne. Germain I et Madeleine Larcher avaient, en 1612, marié avec 60 000 livres de dot (plus 1 200 livres pour ses bagues) leur fille Marguerite avec Jean Robert de Thumery, conseiller au parlement, qui est dit après sa mort conseiller du roi en ses conseils d'État et privé. Leur fils, Germain II, qui avait épousé, en 1621, avec 75 000 livres en dot, Marie, fille du procureur du roi et de la Ville Pierre Perrot, était devenu conseiller au parlement et commissaire des requêtes du Palais et, après avoir vendu cette charge en 1641, avait obtenu des lettres de conseiller d'État ordinaire le 30 mai 1645 (à une époque où cette faveur n'était pas rare). La fortune de Germain I Texier était considérable : délaissant en 1644 les biens de la communauté avec son mari, Madeleine Larcher permettait à son fils et à ses petits-enfants Thumery de se partager plus de 15 000 livres de meubles, 416 000 livres en rentes (l'essentiel) et en immeubles parisiens, plus 3 640 livres de rente sur l'Hôtel de Ville (que les parties ne se risquaient pas à évaluer), sans compter "les maisons et biens de la Beausse dont les prisées ne sont encore faites", une bonne part en fiefs. Les deux héritiers avaient été auparavant "égalés" à 94 000 livres chacun ³⁰. Germain I Texier et Madeleine Larcher, qui s'étaient mariés en 1588 avec la coquette somme de 60 000 livres et des espérances notables, laissaient au milieu des années 1640 une fortune d'au moins 700 000 livres ³¹. Le partage additionnel des fiefs de Beauce, en 1651, ne concernait que 7 701 livres 16 sous 8 deniers, à peu près un centième de la fortune de Germain II Texier ³². Ces dignités patrimoniales dont on portait le titre ne valaient décidément pas toujours grand chose. Germain II Texier, qui avait, dès la mort de son père, acquis des domaines de grande valeur dans la vallée de l'Ouanne ³³, laissait, outre des mineurs, un fils chevalier de Saint-Jean de Jérusalem, qui fit belle carrière, une fille, mariée au maître des Comptes et baron de Vauréal, Antoine Guérapi, et un aîné dont l'office de conseiller au parlement de Rouen venait d'être supprimé par le roi ³⁴. Ce dernier, Germain III Texier, devint comte de Hautefeuille et chevalier de l'ordre de Saint-Michel. Sa sœur cadette épousa Charles Martin de Crévecœur, maréchal de camp et gouverneur de Montargis, non loin des seigneuries de l'Ouanne. La fortune des cadets Texier était importante, mais assez ordinaire dans la robe des cours souveraines. Germain II, qui avait déjà quitté le parlement, était tout aussi riche ³⁵ que ses père et mère, et ses enfants, devenus Texier d'Hautefeuille, renoncèrent à la robe sans esprit de retour ³⁶.

- 13 Au XVIe siècle, les Texier souffrirent à coup sûr de dérèglements sentimentaux. Dans ses offres de 1580, Nicolas Texier usait de la rhétorique patriarcale, même si ses actions n'en respectaient guère l'esprit. Marguerite Dupré assumait mal les nécessités de la reproduction sociale, puisqu'elle prétendait faire vivre son magistrat de fils dans des conditions qui ne correspondaient pas à "son estat". Le conflit finit par exclure toute pensée de compromis. Pourtant il ne mettait pas en cause les statuts, mais uniquement le mode de vie et la répartition des biens. La contradiction est patente entre le discours d'un ordre familial, revendiqué et pensé comme voulu par Dieu, et les actes qui relèvent d'une violence familiale, souvent aujourd'hui encore assimilée à une manifestation du dénuement matériel et moral des classes pauvres. Chez les Texier, les termes du conflit sont au contraire ancrés dans les rapports de domination propres au temps, hors desquels la querelle de la mère et du fils aîné ne serait même pas imaginable. Leur histoire autrement ne brille pas par l'originalité. La perpétuation du lignage dans la robe passa par le cadet et par l'abandon de la tradition savante, comme l'atteste la migration provisoire vers les charges plus rentables et moins exigeantes de la chambre des Comptes. L'impuissance de François Texier à rester grand maître des

Eaux et Forêts montre que le choix de la "noblesse" terrienne était vraisemblablement contraint et a été vécu comme un échec de la branche aînée : contrairement à la doctrine qu'imposèrent les enquêtes de noblesse, surtout sous Colbert, la qualité d'"écuyer, seigneur de" est l'indice, au XVIIe siècle, d'une déchéance dans la société parisienne où se concentraient les charges de l'État et de la Cour. Il n'en reste pas moins qu'à un niveau économique bien supérieur, la gentilhommerie devint, sous Louis XIV, l'horizon social des Texier d'Hautefeuille. Il y avait seigneurie et seigneurie et les biens patrimoniaux des Texier, voire des Popincourt, pesaient peu par comparaison avec les domaines acquis dans la Puisaye au moment où la branche cadette commençait à éprouver la tentation de la noblesse. L'exemple des Texier débouche ainsi sur des observations plus générales.

Échec au garçon : les enfants du trésorier des parties casuelles François Fortia

- 14 Les Fortia, famille d'origine catalane et probablement juive, s'étaient installés dans le commerce de la bonne ville de Tours où leurs affaires avaient prospéré. La branche aînée prit le parti de la magistrature et elle s'y maintint avec une certaine illustration. Mais c'est la branche cadette, issue d'un grand financier, qui occupera ce rapide développement. On ne sort pas avec François Fortia, qui fut quelques années trésorier des parties casuelles, du milieu de la robe parisienne, puisque c'est le statut qu'occupèrent ses gendres et son fils. Mais les risques du métier de financier imposaient certaines contraintes³⁷. Diverses tactiques de préservation apparaissaient quand des créanciers menaçaient l'héritage. L'ancien trésorier des parties casuelles François de Fortia laissait une fortune honorable, mais obérée par des dettes dont le montant était aussi incertain qu'important. En 1594, son testament préconisait de vendre les seigneuries — "le Puy Darée" — qu'il possédait en propres par la succession de ses parents en Touraine et en Bretagne, ainsi que la terre de La Grange à la Prévôté (sise à Savigny-le-Temple), lui appartenant de son conquêt, La Grange ne pouvant être vendue moins de 14 000 écus. Une fois ses dettes payées, dont 300 livres de rente à sa fille du premier lit, Jeanne, il "veult tout le surplus de ses biens estre divisé entre ses troys enfans egalelement pour nourrir paix et amityé entre eulx, ne voullant et entendant ledict sieur testateur que son fils y puisse pretendre aucun droict d'ainesse, le priant et neantmoins luy commande en tant que faire le peult pour estre son pere charnel, de se contenter de partir tout le surplus de sesd. biens par tiers egalelement"³⁸. François de Fortia estimait sans doute qu'il valait mieux, le temps venu, acheter un office à son fils que de le charger de seigneuries. À sa mort, la masse de sa succession était prise à 65 244 livres. Les dernières dispositions de Fortia manifestent une absence de lucidité qui tient à ce qu'il croyait agir en père de famille vis-à-vis de ses héritiers ; en réalité, la personne juridique que la liquidation de sa succession lui fit endosser était celle de tuteur de ses filles du premier lit : par la clôture du compte, il était débiteur à leur égard de 29 630 écus³⁹. La fortune de Françoise Mignet, sa première femme, absorbait ainsi les débris de la sienne qui devait passer entièrement à ses filles du premier lit. Autrement dit, son fils du second lit n'avait pas d'autres droits sur la succession paternelle que ceux qui avaient été garantis à sa seconde femme, Catherine Hotman⁴⁰. Tout en faisant respectueusement référence au testament de "monsieur maistre de Fortia, leur pere commung", ses filles en tenaient si peu compte que l'aînée,

Madeleine, se défendait contre les réclamations de la cadette, Jeanne, en invoquant son droit d'aînesse (sur les terres de "Vau et Ladorée" vendues par leur père) qu'elle estimait à 9 000 livres. Plus raisonnables que les Texier, les filles Fortia, constatant la carence des arbitres désignés (des conseillers du parlement), qui ne s'étaient pas réunis, passèrent d'elles-mêmes le compromis, l'aînée priant la cadette "de luy donner ce repos et contantement d'esprit". "Pour rendre le mariage de lad damoiselle Jeanne de Fortia esgal au sien", Madeleine cédait à sa sœur 13 500 livres sur les deniers comptants et 612 livres de rente "sur le roy", conservant pour elle le reste de la succession, soit 7 100 livres et 550 livres de rente. Les maris, Michel Sevin, conseiller au parlement et Charles Billiard, maître des requêtes de l'Hôtel, assistaient, mais se tenaient en retrait : le contrat de mariage de Madeleine, dont les clauses étaient contestées par Jeanne, était celui qui l'avait unie en 1585 à son premier époux, Louis de Grenay, aussi conseiller au parlement, mort à Tours en 1591⁴¹. Alors que son testament est remarquable par la haute revendication de l'égalité qu'il contient, Fortia ne voyait pas qu'il avait perdu la maîtrise de sa fortune et de sa succession, qui étaient devenues affaire exclusive de femmes (ses filles et sa veuve). En définitive, les filles du premier lit, mariées avec des magistrats de cour souveraine, jouirent d'un statut social supérieur à celui de leur frère, trésorier de France à Limoges⁴². Mais les affaires du conseiller Michel Sevin étaient à l'époque des plus embarrassées⁴³. Quant à Charles Billard, qui, grâce à l'entremise de son beau-frère, négociait en 1603 l'échange de sa charge de maître des requêtes contre une présidence des enquêtes, il était positivement ruiné⁴⁴. Dans cette branche cadette des Fortia, le patrilignage ne fut pas favorisé, au contraire, et la transmission se réalisa dans des conditions très difficiles, même si elle ne compromit à terme ni la position sociale des Fortia, ni celle des Sevin.

- 15 L'exemple des Fortia illustre une des conditions du succès de la robe : sa capacité à manipuler la nature des biens qui faisaient sa fortune et à conserver les charges publiques qui assuraient le statut propre des robins. Il aide également à s'interroger sur la pénétration, à l'orée du règne des Bourbons, de l'idéologie patrilinéaire et sur l'attachement à l'aînesse qui déterminaient une bonne part de la philosophie sociale des gentilshommes prétendant à l'immémorialité. Le ralliement des robins aux façons de voir et de sentir de la noblesse traditionnelle ne fut ni complet ni précoce. En revanche, les magistrats jouèrent un rôle déterminant dans les progrès de l'idéologie patriarcale à l'intérieur des pratiques sociales des élites du pouvoir. Comme les Texier, les Fortia ouvrent des perspectives anthropologiques moins convenues. Si la position du *pater familias* était en effet privilégiée dans tout le système, même en dehors des provinces dites de droit romain où la liberté de tester conduisait à "faire des héritiers", ce rôle social n'était pas uniquement gouverné par le genre : le *pater* s'incarnait souvent dans une *mater* ! La différence d'âge au mariage met même très généralement les veuves en position de chefs de lignage. "Père focal", la femme ne se révèle pas moins dévouée à l'esprit du système que son défunt mari⁴⁵. Elle travaille avec autant d'efficacité à établir fils et filles, mais leur fait sentir une autorité qui, pour ne pas être paternelle, n'en peut pas moins être très tyrannique. L'organisation de l'irresponsabilité civile de la femme a pour fonction de protéger son statut de veuve et son pouvoir de mère de famille qui se voit, dans l'immense majorité des cas, confier la tutelle des enfants mineurs⁴⁶. Cette relative force de la femme âgée se paie par la fragilité aiguë de la femme jeune dans les couches dominantes, spécialement dans la noblesse. Il faut prendre en considération cette dissymétrie fondamentale du rôle social des femmes suivant leur âge : la *mater familias*, en raison même de sa place privilégiée dans la

reproduction biologique et dans la transmission sociale, apparaît comme un agent décisif de l'ordre patriarcal. Marguerite Dupré illustre activement cette fonction dans laquelle l'accompagne toute une cohorte de mères abusives. Quant aux exemples passifs, tels celui de la défunte Françoise Mignet, première femme de Fortia, ils mobilisent à leurs corps défendant et même *post mortem*, toutes les femmes plus riches que leurs maris. Le système ne manquait pas de sens pratique, car l'habitus de la "bonne mère" poussait vers des justes milieux souvent éloignés des rêves inconsidérés de grandeur que nourrissaient les chefs mâles des lignages.

Un inégal désir de noblesse : les Benard de Rezay

- 16 Neveu par alliance de François Fortia et du président à mortier Jean Forget, Guillaume Benard fonda une dynastie de parlementaires qui dura durant tout le XVIIe siècle. Les Benard semblent avoir formé une parentèle qui contrôlait bien ses querelles. Le procès célèbre qui opposa les héritiers de Guillaume Benard et d'Anne Forget ouvre des perspectives plutôt inattendues. Le conflit dressait le fils, Pierre Benard, qui, reçu à survivance dès 1605, avait fini par occuper l'office de conseiller au parlement de son père, contre ses beaux-frères et ses sœurs, Pierre Viole, seigneur d'Athis, conseiller au parlement, maître des requêtes, puis président à la cour des Aides, époux de Jeanne, et le conseiller Cyprien Perrot, époux de Marie. L'enjeu était double : le premier concernait l'office de conseiller que Guillaume avait prétendu céder à Pierre pour 25 000 livres, à une époque où les magistratures du parlement en valaient le quadruple, car la question du rapport de l'office aux successions des parents était en ce temps l'objet d'une jurisprudence en construction ; le second touchait au mode de partage des seigneuries tourangelles que Guillaume Benard avait héritées de son père ou acquises. La Touraine était un pays de partage personnel où le partage noble dépendait de la condition des propriétaires, alors que, dans la coutume de Paris, les biens nobles étaient partagés noblement et les biens roturiers roturièrement par les gentilshommes comme par les bourgeois. Les sommes en jeu étaient considérables. Le partage noble se faisait des deux tiers à l'aîné au tiers aux cadets sous la coutume de Touraine. Le 22 août 1626, Pierre Benard avait offert à ses sœurs d'abandonner sa part des deux tiers des fiefs pour 22 000 livres, ce qu'elles refusèrent. Le parlement rendit un arrêt qui prit place dans la série qui prétendait reconnaître aux magistrats des cours souveraines une pleine noblesse au premier degré ⁴⁷. Pierre Benard gagnait sa cause, puisque le parlement ordonnait le rapport de son office pour 25 000 livres seulement, conformément à la déclaration de son père Guillaume, tandis que les sœurs devaient rapporter leur dot, et l'arrêt ordonnait aussi le partage noble des terres de Touraine et d'Anjou, tant propres qu'acquêts et tant fiefs que roture ⁴⁸.
- 17 Par delà l'enjeu économique, se profilait un enjeu social plus surprenant : en réclamant le partage roturier, Viole et Perrot demandaient à voir déclarer non nobles et roturiers le conseiller Guillaume Benard, leur beau-père, et leurs propres épouses. Cette requête était sans conséquences immédiate sur les statuts, puisque la possession d'un office de magistrat en cour souveraine garantissait des privilèges de noblesse personnelle. Elle entraînait cependant de fortes conséquences sur la transmission des privilèges dans la mesure où les fils non magistrats risquaient de se trouver réduits à la condition roturière. En plein XVIIe siècle, certains grands robins ne partageaient pas le projet

d'intégration au second ordre et sacrifiaient leur statut symbolique à leurs intérêts matériels. La culture du lignage abritait des modèles moraux largement divergents.

- 18 Cette position du problème manque peut-être cependant la dimension essentielle de cette querelle de statut. Si la femme peut transmettre de fait une dignité, elle le fait sous forme de propriété, en tant que cette dignité comporte une propriété porteuse de statut et de profit. Les biens pour les femmes ne sont rien que des biens à l'exception notable des dignités féodales dont elles peuvent être revêtues passivement, mais en en soutenant tout l'éclat. Il n'en reste pas moins que l'idéologie de la transmission réserve au patrilignage la dévolution des dignités. L'équation mâle noble + femme roturière = enfants nobles et mâle roturier + femme noble = enfants roturiers ne souffre que des exceptions locales, comme la noblesse maternelle de Champagne, dont le statut juridique se fragilisait et la signification sociale reste controversée. La substance qui fait la famille ("*Familia accipitur dans jure pro substantia*", selon la formule du jurisconsulte Bartole ⁴⁹) est toujours portée par les hommes, mais elle est alimentée et consolidée par les femmes. Cette complémentarité générique (division sexuelle) des rôles sociaux constitue le sens ultime de la coutume de Paris. Mise à la disposition de procédés infiniment complexes qui assuraient la dynamique du régime, la coutume imposait, lors de la rédaction de 1510, la représentation en ligne directe et le rapport successoral, marginalisant les pratiques, si répandues ailleurs en Europe, de l'*exclusio propter dotem* ⁵⁰. Les femmes apportaient des biens, mais aussi des dignités, dans la mesure où les seigneuries et les grands offices étaient toujours susceptibles de recevoir une traduction monétaire. Il est important que, dans ce cas de transmission féminine des dignités, l'homme acquière son être social ("son estat") par la grâce de son épouse ou plutôt de son beau-père usant de l'intermédiaire de sa fille. Il est peu douteux que cette situation mette les femmes en situation de force dans le couple : elles étaient nombreuses à pouvoir dire "qui t'a fait conseiller au parlement —" ou "qui t'a fait seigneur —". L'humeur de l'épouse est alors dite "difficile", comme celle de Françoise Belin, qui avait cru ne pouvoir mieux payer son avocat Etienne Pasquier qu'en lui proposant le mariage et la jouissance des belles seigneuries poitevines qu'il avait sauvées ⁵¹. En 1543, Jean Texier le jeune constituait en propres à Gabrielle Coutel 1 200 écus soleil (2 700 livres), s'il y avait enfant, et 500 livres aux hoirs de ladite épouse du côté paternel, s'il n'y en avait pas, "le tout moyennant et non autrement que ledict futur espoux soit receu en l'estat et office de conseiller en la court de parlement a Paris suyvant les lettres de provision en son nom expediées". L'office (de nouvelle création), procuré par le beau-père Coutel, était propriété du mari pourvu, mais, pour gratifier sa femme et sa belle-famille, il leur constituait un propre en argent comptant par un acte disjoint et parallèle au contrat de mariage ⁵². Dès le début du XVI^e siècle, le mariage est un mode "favorable" et courant d'acquérir un office par résignation du beau-père ou grâce à ses recommandations clientélistes. On voit même un père ne rien donner d'autre à sa fille et à son gendre que la procuration de son office de conseiller au Trésor ⁵³. Au XVII^e siècle, la jurisprudence tendit à imposer la masculinité de la possession de l'office qui, sauf stipulation contraire, était tenu pour propre ⁵⁴. Mais les conventions des particuliers étaient loin de se conformer à ce modèle et laissaient souvent tout ou partie de l'office en communauté.
- 19 Les femmes sont donc les vecteurs privilégiés de la transmission au sein de la robe parisienne. On touche là un des traits sans doute les plus originaux de l'ancienne société française. L'accroissement de la fortune familiale rencontre ses conditions les plus favorables dans l'alliance de dignités masculines et de biens féminins. L'homme

noble et la femme roturière forment le couple le mieux susceptible de conserver et d'accroître sa richesse transmissible. Fumer ses terres ou son office constitue donc une tendance systémique dont l'amusement moralisateur qui caractérise encore aujourd'hui le traitement historique de cette pratique d'alliance ne rend nullement compte. En revanche, l'alliance du roturier et de la gentillefemme induisait une dynamique négative⁵⁵. Depuis la rédaction de 1510, d'esprit assez égalitaire, et la réformation de 1580, d'esprit plus patrilinéaire, la tendance égalitaire et la tendance précipitaire coexistaient dans la coutume de Paris, entrant en synergie autant qu'en contradiction. Cette pluralité des modèles de transmission ne prit fin que sous l'ère de Colbert, quand les notions de noblesse et de roture exclurent les états partagés, comme celui de "bourgeois de Paris" que nobles et gens du commun pouvaient occuper sans préjudice de leur appartenance d'ordre. C'est bien sous Louis XIV que les façons nobiliaires de sentir et de transmettre s'imposèrent comme idéologie dominante à la robe et à la société entière. Les biens sont donc transmis selon des modalités bilatérales ou bilinéaires, ce que Jack Goody propose d'appeler la "dévolution divergente"⁵⁶. L'anthropologue se sert de ce concept pour distinguer la transmission et l'appartenance au groupe de parenté ou les droits familiaux exercés sur une charge. La parenté n'a pas une nature-structure unique dans une société donnée : divers usages sociaux viennent, selon les cas, mettre l'accent sur telle conception ou sur telle autre du lignage ou de la parentèle, ce que pratiquaient en effet les Benard de Rezay. Le régime parisien illustre cette concomitance de plusieurs principes de transmission qui gouvernent simultanément la dévolution des offices, des seigneuries et des autres biens. Là réside sans doute la raison du développement relativement tardif dans la robe parisienne de la pratique des substitutions fidéicommissaires qui forment ailleurs la quintessence de l'esprit nobiliaire⁵⁷. Cependant, dans la société ancienne, le statut et la fortune sont organiquement et dialectiquement liés, et non pas mécaniquement, comme dans les économies de marché. La dignité produit la richesse autant que la richesse produit la dignité. Le statut juridique de l'office favorisait mieux cet échange que celui des fiefs et seigneuries. Le dynamisme social de la robe n'a pas d'autre secret, mais elle le paya par de pénibles contestations qui empoisonnaient les relations familiales.

- 20 Le conflit de transmission dès lors n'est ni seulement fonctionnel, concourant par les dysfonctionnements qu'il met en scène, à la régulation générale du système de la reproduction de la domination, ni seulement culturel, affectant les modes de représentation de la domination dont la consistance échapperait à tout enjeu concret, sinon comme fruits des représentations sociales. "Exceptionnels normaux", les cas des Texier, des Fortia, des Benard ? Une des leçons du "paradigme indiciaire" ou "sémiotique", c'est que "si les prétentions de connaissance systématiques apparaissent de plus en plus velléitaires, ce n'est pas une raison pour abandonner l'idée de totalité"

⁵⁸.

NOTES

1. Rudolf BRAUN, "Rester au sommet : modes de reproduction socioculturelle des élites du pouvoir européennes", dans Wolfgang REINHARD [dir.], *Les élites du pouvoir et la construction de l'État en Europe*, Paris, Presses universitaires de France, 1996, pp. 323-354 ; voir la version originale, "Staying on Top: Socio-cultural Reproduction of European Power Elites", dans *Power Elites and State Building*, Oxford Clarendon Press, 1996, pp. 235-259. L'inspiration de cette perspective est à trouver chez Pierre BOURDIEU, "La terre et les stratégies matrimoniales", dans *Le sens pratique*, Paris, Éditions de Minuit, 1980, pp. 249-270, qui est la version remaniée d'un retentissant article paru dans les *Annales, économies, sociétés, civilisations*, tome 27, n° 4-5, 1972, pp. 1105-1125 : ne sont à l'œuvre ni des "procédures que l'imagination juridique invente pour tourner le droit, ni même des stratégies savamment calculées", mais l'habitus qui "implique la soumission "spontanée" à l'ordre établi" d'acteurs sociaux confrontés "aux antinomies pratiques engendrées par des systèmes sociaux qui ne sont pas automatiquement compatibles" (pp. 269-270). Se soumettre à l'ordre établi peut être une façon d'en profiter.
2. Denis RICHET, "Autour des origines idéologiques lointaines de la Révolution française : élites et despotismes", dans *De la Réforme à la Révolution. Études sur la France moderne*, Paris, Aubier, 1991, pp. 391-393 ; la version initiale était parue dans les *Annales, Économies, sociétés, civilisations*, 24, n° 1, 1969, pp. 1-23. D'abord tentée de former un "quatrième estat", la haute robe se constitua, à partir du règne d'Henri IV, en noblesse à part entière. Mais elle promut d'abord ses propres conceptions de l'anoblissement et de la noblesse, avant d'être amenée à se rallier, sous Louis XIV, au modèle de la gentilhommerie terrienne et guerrière. Voir Robert DESCIMON, "The Birth of the Nobility of the Robe: Dignity versus Privilege in the Parlement of Paris, 1500-1700", dans Michael WOLFE [dir.], *Changing Identities in Early Modern France*, Durham/Londres, Duke University Press, 1997, pp. 95-123.
3. Paul Louis-Lucas, *Étude sur la vénalité des charges et fonctions publiques*, Paris, Challamel et Thorin, tome 2, 1882, est ici plus utile que Roland MOUSNIER, *La vénalité des offices sous Henri IV et Louis XIII*, Paris, Presses universitaires de France, 1971 (1945), 724 p. La question de la matérialité de l'office agita les juristes : Jean BAQUET, *Traité des droits de justice*, chap. 15, dans Claude FERRIÈRE [éd.], *Les œuvres*, Paris, 1688, p. 83 (addition de Ferrière) : un office héréditaire et domanial (s'il était "casuel", la réponse serait encore plus complexe) doit-il être partagé selon la coutume du lieu où il est exercé ou selon la coutume de Paris, domicile de son titulaire ? "Il s'agissoit de savoir si ces offices avoient un estre permanent, une assiette ferme et solide et une réalité pour les soumettre à la loy du lieu où ils se trouvent ou bien si on les considerera comme une espèce d'étrange nature, incertaine et muable, pour estre attaché à la personne qui en jouyt, suivre partout son domicile et estre réglé par la loy d'iceluy, comme ayant tels offices plus de personnalité que de réalité".
4. Bernard DEROUET, "Territoire et parenté. Pour une mise en perspective de la communauté rurale et des formes de reproduction familiale", dans *Annales, économies, sociétés, civilisations*, tome 50, n° 3, 1995, p. 671 ; voir aussi, du même auteur, "Les pratiques familiales, le droit et la construction des différences (15e-19e siècles)", dans *Annales, économies, sociétés, civilisations*, tome 52, n° 2, 1997, pp. 369-391, en particulier "les effets d'une construction "coutumière" de la transmission", pp. 373-379.
5. Exposé classique dans François BLUCHE et Pierre DURYE, *L'anoblissement par charges avant 1789*, Paris, L'intermédiaire des chercheurs et curieux, 1998 (*Les cahiers nobles*, n° 23 et n° 24, 1962), pp. 63-82.
6. Colin KAISER, "Les cours souveraines au XVIe siècle : morale et Contre-Réforme", dans *Annales, économies, sociétés, civilisations*, tome 37, n° 1, 1982, pp. 15-31 ; Jonathan DEWALD, *The Formation of a*

Provincial Nobility. The Magistrates of the Parlement of Rouen, 1499-1610, Princeton, Princeton University Press, 1980, pp. 16-68.

7. Min. centr. (Minutier central des notaires parisiens), LXVIII/2, 29 novembre 1543, accord sur le contrat de mariage. LXXXVI/92, 18 août 1546, inventaire après décès de Gabrielle Coutel, qui n'est plus consultable (Madeleine JURGENS [éd.], *Documents du Minutier central des notaires de Paris. Inventaire après décès*, tome 1, Paris, Archives nationales, 1982, p. 341).

8. Bib. nat., Carrés de d'Hozier 595 f° 65, 26 avril 1564, analyse du contrat de mariage (devant Godart et Maheut) de Madeleine Texier et de Guillaume de Villemontée : elle aurait reçu, outre ses droits sur la succession de son aïeul, le président Cotel, 5 000 livres pour la succession de sa mère et en avance d'hoirie de son père ; le douaire montait à 250 livres de rente rachetable pour 3 000 ; le préciput à 300 écus.

9. Bib. nat., Carrés de d'Hozier 595 f° 62, analyse du contrat de mariage (19 août 1546, devant Poutrain et Joyeux, dont les minutes sont conservées avec de fortes lacunes) : ils auraient reçu en dot 4 000 écus (9 000 livres) et le futur aurait constitué à la future un douaire de 200 livres de rente.

10. Min. centr., CV/226, 14 juin 1591, inventaire après décès de Nicolas Texier, titre 12 (29 novembre 1579). Cet inventaire, comme celui de Gabrielle Coutel en 1546, atteste de l'importance du livre dans la tradition familiale des Texier.

11. Bib. nat., Carrés de d'Hozier 595 f° 71, citation du testament non conservé de Jean Texier (8 mai 1579, devant Godart et Maheut). Le notaire des Texier était Charles Maheut dont les minutes ne sont pas conservées.

12. Arch. nat., Y 115 f° 9 v°, 16 novembre 1576 (notaires Nicolas Lecamus et Guillaume Denetz, non conservés), don mutuel entre Pierre Bouguier et Cécile Texier. Le contrat de mariage entre Bouguier et sa femme est perdu (6 janvier 1569, devant Godart et Maheut).

13. Arch. nat., Y 122 f° 167 v°, 10 novembre 1579, insinuation du 28 novembre 1580 et titre 17 de l'inventaire après décès de Nicolas Texier, analysant le contrat de mariage et l'acte du 10 décembre stipulant le remplacement des 2 000 écus par les revenus de Cernay (sans doute à concurrence de la dite somme).

14. Min. centr., LXVIII/46, 22 juin 1580, déclaration conjointe de Nicolas Texier et de Marguerite Dupré (elle signe, mais son fils s'en abstient).

15. Arch. nat., Y 121 f° 381 v°, 27 mars 1580, insinuation du 16 avril. CXXII/1476, acte original passé chez Rossignol et Lenain, les notaires habituels de Pierre Bouguier, ce qui est un indice en faveur de Nicolas Texier.

16. C'est ce qui semble résulter des extraits de l'inventaire après décès de Marguerite Dupré (Bib. nat., Cabinet de d'Hozier 595 f° 73, 2 octobre 1590, Lybault et Bergeon, notaires dont les inventaires ne sont pas conservés).

17. Michel NASSIET, *Parenté, noblesse et États dynastiques XVe-XVIIe siècles*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2000, pp. 56-66 ; cette solution limitait même l'agressivité entre frères.

18. Min. centr., III/180, 29 mars 1588, achat de l'office de feu Jean Mégissier.

19. Min. centr., CVIII/21 f° 446, 25 août 1588, contrat de mariage avec la transcription de l'arrêt du 24 septembre 1588. Les arrêts concernant les Texier n'ont pas été retrouvés dans les archives du parlement.

20. Les arrangements tortueux d'une vénalité honteuse peuvent être reconstitués d'après les minutes du Min. centr., CV/136 : 1er novembre 1590, Nicolas Texier, qui ne peut signer à cause de son "indisposition et maladie" résigne, sous le bon plaisir de Mayenne, en donnant pouvoir à sa femme de trouver un résignataire. Ce fut Jacques Poille, fils d'un magistrat si déconsidéré qu'il avait été chassé de son office. Le 20 novembre, Poille et ses frères (auxquels Jacques passa décharge, l'argent employé à "ses affaires particulières") constituèrent la rente à un prête-nom (Anselme Ysambert, receveur des tailles de Rethel et bourgeois de Paris, peut-être un courtier d'offices) qui en passa le jour même reconnaissance à Marguerite de Popincourt. La rente fut

rachetée en deux paiements en février 1596 et en novembre 1598. Il n'y a évidemment aucune apparence, malgré l'attestation du paiement du capital de la rente devant les notaires, que Marguerite de Popincourt ait à la fois cédé l'office de son mari à Poille et lui ait prêté 2000 écus.

21. Min. centr., CV/226, 14 juin 1591, inventaire après décès. Michel Texier était le subrogé tuteur du fils de Nicolas.

22. Min. centr., CV/228, 18 décembre 1603, inventaire après décès. On ne peut écarter l'idée que Marguerite de Popincourt ait été une médiocre gestionnaire.

23. Bib. nat., Pièces originales 2815 (Texier d'Hautefeuille, 62 596) n° 23, 31 janvier 1614, quittance de rente.

24. Min. centr., CV/265, 9 juillet 1625, transaction et partage.

25. Le contrat de mariage n'a pas été retrouvé ; Min. centr., CV/202, 21 X 1615, don mutuel "pour l'amour et dillection" ; Min. centr., XII/66 f°132, 21 août 1636, codicille du testament de Louise Lemercier qui recommande à ses héritiers (son oncle et sa tante maternels) de "traicter et sortir d'affaires avec led sieur Texier, son mary, le plus doucement, honnestement et courtoisement que faire se pourra, considerant les grands travaux qu'il a eu pour ses affaires en toutes sortes de justice, et prisons, voyages lointains et autres travaux indisibles qu'ils savent fort bien, sans lesquels il ne leur seroit demeuré le bien qui leur demeure, et particulièrement lui laisser l'habitation de la petite maison ou il est demeurant, les en priant de toutte l'affection qui luy est possible et ne point vendre icelle qu'a la charge de lad habitation la vie durant dud. sieur sans en payer aucune chose". Le testament de François Texier (Min. centr., XXX/28, 7 mai 1644) atteste que la succession de Louise Lemercier était débitrice à l'égard de son mari, puisqu'il assignait sur elle les legs de 3 000 et 1 500 livres qu'il faisait à deux "bons amys" (les frères Martin Groy, procureur au parlement, et Antoine Groy, avocat au conseil). Le titre 153 de l'inventaire après décès de François Texier (Min. centr., XXX/40, 31 décembre 1652) mentionne l'inventaire par deux maîtres des Comptes des biens délaissés par Joseph Lemercier.

26. Min. centr., CV/258, 16 janvier 1623. Min. centr., XXX/27, 27 février 1643, veuf, il vendait la seigneurie de Moigneville (sans doute Monneville, non loin de Chaumont-en-Vexin), avec manoir et colombier, que sa mère avait reçue en mariage, pour 15 500 livres, qu'il utilisait en partie à rembourser ce qui restait dû d'une rente de 300 livres, constituée en mars 1623.

27. On ne retrouve pas la transaction (Min. centr., CV / répertoire 2, "transaction entre Ezéchiél de Fraussure, Christophe de Popincourt et François Texier") qui réglait la succession des Popincourt en CV/269 (la plupart des minutes du mois de février de cette année manque à la liasse).

28. Min. centr., XXX/28, 7 mai 1644. Le testament de Louise Lemercier (note 24) manifestait les mêmes inclinations : elle léguait 24 000 livres à Anne de Popincourt qui habitait avec eux depuis 16 ans en 1636 ; le codicille ramenait à 9 000 livres cette somme, considérable si l'on tient compte des limitations coutumières.

29. Émile RAUNIE [éd.], *Épitaphier du Vieux Paris*, tome 3, Paris, Imprimerie nationale, 1899, n° 1340 à 1342, pp. 434-435 : épitaphes de Jean I Texier (qui est un faux), de Jean II Texier et de Germain I Texier ; n° 1338, épitaphe du président Jean II de Poupaincourt.

30. Min. centr., XXX/28, 22 juin 1644, partage qui faisait suite à l'inventaire des biens délaissés par la mère, *ibidem*, 6 juin 1644 ; l'inventaire après décès de Germain I Texier (Claude Dubois et Nicolas Taconnet, 9 septembre 1632) n'est pas conservé.

31. Min. centr., XXX/28, 22 juin 1644. Madeleine Larcher ne s'éteignit que dans les premiers jours de 1646.

32. Min. centr., XXX/37, 24 avril 1651.

33. Hautefeuille, Malicorne et Saint-Martin-sur-Ouanne, près de Charny (aujourd'hui dans le département de l'Yonne), avaient été adjugés à Germain II Texier en 1632 pour 60 200 livres (XXX/28, 6 juin 1644, titre 75) ; ces seigneuries, avec leur château, en valaient 135 000 en 1663 (XXX/62, 26 octobre 1663, partage analysé note 35).

34. Min. centr., XXX/40, 29 juillet 1652, inventaire après décès de Germain II Texier. En 1619, l'office de conseiller et la commission des requêtes avaient coûté 76 000 livres à ses parents et 6 000 livres à lui-même. En 1644, il les vendit respectivement 107 000 et 17 000 livres, réalisant un profit de 42 000 livres sur 25 ans, qu'on comparera avec les quelques 6 000 livres qui étaient en jeu dans l'acquisition de l'office de Jean II Texier et dans la vente de celui de Nicolas, un siècle et un demi-siècle auparavant. La "marchandise d'etat", comme disait Charles Loyseau en 1608, était devenue un objet de spéculation.

35. Min. centr., XXX/48, 20 et 26 juillet 1656, partages. Une fois remployés les propres aliénés de Germain II Texier, opération à laquelle Marie Perrot ne manqua pas, la communauté entre les époux montait à 202 814 livres 5 sous 2 deniers. Les six enfants héritiers se partagèrent leur moitié de la communauté, plus les propres de leur père, qui atteignaient 145 290 livres. À cela s'ajoutait la succession d'une sœur religieuse, aussi héritière de son père, soit encore 41 000 livres. Mais Madeleine Texier et son mari Antoine Guérapien avaient renoncé à la succession paternelle pour ne pas rapporter la dot de 100 000 livres (contrat de mariage du 18 janvier 1646, titre 78 de l'inventaire de Germain II Texier (Min. centr., XXX/40, 29 juillet 1652), dont 50 000 imputables à la succession de Germain II. Ils réalisaient ainsi un gain de moins de 9 000 livres. En tout, Germain Texier avait laissé une fortune de 338 000 livres environ, distraction faite de quelques rentes pour les dettes éventuelles. Min. centr., XXX/62, 26 octobre 1663, partage de la succession de Marie Perrot, à laquelle Antoine Guérapien, pour ses enfants dont il était tuteur, n'a pas renoncé : la transaction, fort complexe, fait apparaître que pour 28 077 livres de dettes, 78 228 de créances difficiles à recouvrer que les parties gardaient indivises et 7 100 en principal de rentes sur l'Hôtel de Ville capitalisées aux deniers 7 et 2 1/2, l'également entre les héritiers montait à 148 732 livres, les terres à 160 000 livres (Marie Perrot avait acheté seule la seigneurie "du Plecy" près d'Hautefeuille pour 25 000 livres) et les autres biens à 135 060 livres, soit une fortune de 450 000 livres (il était question du douaire de Marie Perrot, mais non de ses propres).

36. On peut se référer, puisque les documents généalogiques acquièrent plus de solidité quand il s'agit des contemporains de Louis XIV, à Michel POPOFF [éd.], *Prosopographie des gens du parlement de Paris (1266-1753)*, Saint-Nazaire le Désert, Références, 1996, pp. 894-895. Voir aussi Bib. nat., Carrés de d'Hozier 595 f°112, 1685.

37. Françoise BAYARD, *Le monde des financiers au XVIIe siècle*, Paris, Flammarion, 1988, 621 p.

38. Min. centr., CVIII/25 bis f° 230, 9 août 1594. *Ibidem*, f° 354, 18 octobre 1594, il marie Jeanne au maître des requêtes Charles Billiard. L'apport de la future consiste dans les successions de ses mère et tante, dont 3 000 écus sont ameublis, et en 66 écus 2/3 sur l'Hôtel de Ville. Fortia avait-il revu à la baisse ses évaluations ?.

39. Renseignement porté dans la transaction citée note 41, LI/461, 9 septembre 1603.

40. Min. centr., VIII/380 f°493, 7 juin 1575, contrat de mariage qui permettait à Catherine Hotman de renoncer à la communauté en reprenant 10 000 livres et lui garantissait un douaire de 600 livres de rente non rachetable, si elle renonçait. Le produit de la vente de son office de trésorier des parties casuelles et ses créances étaient stipulés propres au futur jusqu'à concurrence de 36 000 livres. Le partage cité à la note suivante fait allusion à une transaction passée par les filles de Fortia avec leur belle-mère, à laquelle elles cédaient 12 000 livres sur les biens laissés par François Fortia. C'était beaucoup moins que ne promettait le contrat de mariage de 1575.

41. Min. centr., LI/461, 9 septembre 1603, transaction et partage.

42. Min. centr., LXXXVI/183, 26 décembre 1607, contrat de mariage de Catherine Saintot, fille d'un riche banquier, avec François II Fortia, trésorier de France à Limoges. Il apportait à la communauté la moitié de son office (dont on ignore la valeur) et précisait qu'il n'avait rien reçu en avance d'hoirie de sa mère qui garantissait le douaire de la future pour un capital de 12 000 livres, soit le montant de ce qu'elle avait reçu des biens de son mari et un tiers des

36 000 livres de la dot, dont la moitié entrait en communauté, équilibre modal dans les conventions matrimoniales, au moins au XVIe siècle.

43. Min. centr., LI/461, 7 avril 1603, il empruntait pour payer une partie de ce qui était dû à Jeanne de Fortia et, le 14 décembre 1603, il vendait la seigneurie de Bligny (près de Montlhéry) qu'il avait héritée de son père, pour une rente équivalant en capital à 7 800 livres.

44. Min. centr., XXIV/268, 8 janvier 1608, inventaire après décès de Jeanne de Fortia, femme séparée de biens de Charles Billiard, devenu président des enquêtes du parlement. La séparation de biens (Min. centr., XXIV/264, 12 avril 1595, inventaire de séparation de biens) semble avoir été provoquée par la difficile succession de François de Fortia, plus que par les affaires de Pierre Billiard, contrôleur général des guerres (inventaires après décès des mère et père du maître des requêtes, Madeleine de Plancy, Min. centr., XXIV/265, 9 juin 1599, et de Pierre Billiard, Min. centr., XXIV/266, 14 août 1600).

45. Claire DOLAN, *La famille, le notaire et la ville (Aix-en-Provence à la fin du XVIe siècle)*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, 1998, pp. 85-118. Cette mise en perspective nuance les "gender's studies" et les postulats des féministes américaines ; voir Sarah HANLEY, "Engendering the State: Family Formation and State Building in Early Modern France", dans *French Historical Studies*, tome 16, n° 1, 1989, pp. 4-27 ; et "Social Sites of Political Practice in France: Lawsuits, Civil Rights, and the Separation of Powers in Domestic and State Government", dans *American Historical Review*, tome CII, n° 1, 1997, pp. 27-52 ; voir aussi les réflexions subtiles de Giulia CALVI, *Il contratto morale. Madri e figli nella Toscana moderna*, Rome/Bari, Laterza, 1994.

46. Fanny COSANDEY, *La reine de France. Symbole et pouvoir*, Paris, Gallimard, 2000, en dit autant des reines.

47. Robert DESCIMON, "L'invention de la noblesse de robe. La jurisprudence du parlement de Paris aux XVI^e et XVII^e siècles", dans Jacques POUMARÈDE et Jack THOMAS [dir.], *Les parlements de province. Pouvoirs, justice et société du XV^e au XVIII^e siècle*, Toulouse, FRAMESPA, 1996, pp. 677-690 ; voir aussi note 2.

48. Arch. nat., X1A 1973 f°238, 29 août 1626 ; Min. centr., LIX/60, décembre 1626, inventaire après décès du conseiller Pierre Benard ; LIX 82 f°600, 20 octobre 1625, partage des bonnes rentes de la succession de Guillaume Benard et d'Anne Forget, montant à plus de 180 000 livres ; Min. centr., LIX/40 f°111, 28 janvier 1608, contrat de mariage de Pierre Benard et d'Anne de Saint Germain.

49. BARTOLO da SASSOFERRATO, *Digesta*, 28, 2, 11, *In suis*, Venise, 1575, f° 116 v° n° 3. Bartole (mort en 1357) était évidemment dans la bibliothèque de Jean et Nicolas Texier, comme dans celles des magistrats qui se respectaient. Voir Manlio BELLOMO, *Problemi di diritto familiare nell'età dei comuni*, Milan, Giuffrè, 1968, pp. 40-44 ; Julius KIRSHNER et Anthony MOLHO, "The Dowry Fund and the Marriage Market in Early Quattrocento Florence", dans *Journal of Modern History*, n° 50, 1978, pp. 403-438.

50. Thomas KUEHN, "Some Ambiguities of Female Inheritance Ideology in the Renaissance", dans *Law, Family, and Women. Toward a Legal Anthropology of Renaissance Italy*, Chicago, The University of Chicago Press, 1991, pp. 238-257 et 363-374 (notes). Sur la coutume, on se référera toujours aux vues anciennes et synthétiques de François OLIVIER MARTIN, *Histoire de la coutume de la prévôté et vicomté de Paris*, Paris, Éditions Cujas, 2 volumes, s.d. (1972) (1ère édition 1922-1930).

51. Louis AUDIAT, *Nicolas Pasquier*, Paris, Didier, 1876 (2e édition), pp. 32-33, d'après la *Vie d'Étienne Pasquier* par Colletet.

52. Min. centr., LXVIII/2, 29 novembre 1543, déclaration à propos du contrat de mariage. Le roi avait exigé un prêt de 3 000 écus (6 750 livres) pour chacun des nouveaux offices de ce qui allait devenir la quatrième des enquêtes (voir Robert DESCIMON, "Modernité et archaïsme de l'État monarchique : le parlement de Paris saisi par la vénalité (XVIe siècle)" dans Jean-Philippe GENET [dir.], *L'État moderne : genèse. Bilan et perspectives*, Paris, Éditions du CNRS, 1990, pp. 152-153, où est exposé un autre exemple, plus direct, de dotation féminine d'une magistrature.

53. Min. centr., CXXII/22, 17 mars 1537 n. s., mariage de Jean Lecop, avocat, avec Jacqueline, fille de Jean Fournier, conseiller au Trésor. Mais la future pourrait renoncer à la communauté en reprenant, outre son préciput de 200 livres, 3 000 livres "tant pour son douaire [de 1 200 livres en capital] que pour son droit de communauté". L'office valait-il donc 1 800 livres ?.
54. Ralph E. GIESEY, "Rules of Inheritance and Strategies of Mobility in Prerevolutionary France", dans *American Historical Studies*, n° 82, 1977, pp. 271-289. On a vu que la moitié de l'office de trésorier de France dont François II Hotman était pourvu entrainait dans la communauté.
55. Gayle K. BRUNELLE, "Dangerous Liaisons: Mésalliance and Early Modern French Noblewomen", dans *French Historical Studies*, 19, n° 1, 1995, pp. 75-103.
56. Jack GOODY, *L'évolution de la famille et du mariage en Europe*, Paris, Armand Colin, 1985 (1983), p. 31. Pour un approfondissement de ce concept souvent critiqué dans la perspective féministe, Agnès FINE et Claudine LEDUC, "La dot, anthropologie et histoire. Cité des Athéniens, VIe-IVe/ Pays de Sault (Pyrénées audoises), fin XVIIIe siècle-1940", dans *Femmes, Dots et patrimoines, Clio, Histoire, Femmes et Sociétés*, n° 7, 1997, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, 1998, pp. 40-45 ; Bernard DEROUET, "Dot et héritage : les enjeux de la chronologie de la transmission", dans *L'histoire grande ouverte. Hommages à Emmanuel Le Roy Ladurie*, Paris, Fayard, 1997, pp. 284-292.
57. Entre autres, Bartolomé CLAVERO, *Mayorazgo propiedad feudal en Castilla*, Madrid, 1974. Toutefois cette pratique se répandit assez vite au cours du XVIIe siècle à Paris.
58. Carlo GINZBURG, "Traces. Racines d'un paradigme indiciaire", dans *Mythes, emblèmes, traces. Morphologie et histoire*, Paris Flammarion, 1989 (1986), p. 177.

RÉSUMÉS

L'institutionnalisation d'une position de domination requiert la mise au point de procédures socio-juridiques qui assurent le passage de témoin d'une génération à l'autre. La noblesse de robe à Paris, groupe social en gestation lors des guerres de Religion (auparavant les *robins* étaient nobles à titre personnel, sans hérédité du statut), élabore ainsi ses propres codes qui ne s'identifieront aux codes de l'ancienne noblesse seigneuriale qu'à l'époque de Colbert. L'analyse de trois histoires familiales fait apparaître les paradoxes des stratégies lignagères particulières aux *robins* parisiens : chez les Texier, un conflit inexpiable entre mère et fils se prolonge sur deux générations et provoque le déclin de la branche aînée. Chez les enfants du trésorier des parties casuelles François Fortia, les filles du premier lit sont favorisées par rapport à leur demi-frère. Chez les Benard de Rezé, les gendres veulent faire déclarer roturiers leur femme et leur défunt beau-père, doyen du parlement, pour échapper au droit d'aînesse. Dans cette élite encore urbaine, le couple socio-économiquement idéal n'unirait-il pas le magistrat dignitaire et l'épouse roturière, mais riche ?

The institutionalisation of a dominant social role requires the establishment of legal and social procedures for managing its passage from one generation to another. The *noblesse de robe* dans Paris was a social group that was dans the process of taking stage during the Wars of Religion. Beforehand the *robins* had no hereditary nobility, but only personal titles. They thus had to elaborate their own codes which were very different from those of the seigneurial nobility of the colbertian period. The analysis of three family histories illuminates the paradoxes implicit dans the lineage strategies of individual Parisian *robin* families. In the Texier family, an insoluble conflict between mother and son lasted during two generations and led to the decline of the

senior branch of the family. Among the children of the *trésorier des parties casuelles* François Fortia, the daughters of the first marriage were given preference over their half-brother. As for the relatives of Benard de Rezé, they wanted their wives and their deceased father-in-law, *doyen* of the *parlement*, commoner dans order to avoid the *droit d'aînesse*. In this elite still largely urban, the ideal couple, dans socio-economic terms, was perhaps the honorific magistrate and the commoner and rich wife.

INDEX

Mots-clés : Conflits, Elites, Famille, Histoire sociale, Noblesse

Index chronologique : Ancien Régime

Index géographique : Paris

AUTEUR

ROBERT DESCIMON

Robert Descimon est Directeur d'études au Centre de recherches historiques à l'EHESS-Paris.

Adresse : CRH, EHESS, 54, boulevard Raspail, 75006 Paris